



Déclaration Liminaire de la CGT Educ'Action au CHSCT Académique du 7 Mai 2020

Tout d'abord la CGT Educ'Action tient à dénoncer les motivations qui ont poussé le gouvernement à précipiter la décision de réouverture des écoles et des établissements scolaires à partir du 11 mai. Ces motivations ne sont clairement pas de natures médicales ou scientifiques puisque le Conseil scientifique considère que le risque de transmission est important dans les lieux de regroupement massif que sont les écoles et les universités et souligne la difficulté de mettre en place des mesures barrières chez les plus jeunes. Le Conseil scientifique préconise ainsi de maintenir les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités fermés jusqu'au mois de septembre.

De même personne n'est dupe et personne ne pense que la lutte contre les inégalités sociales et le décrochage scolaire sont l'objectif réel de la réouverture des établissements scolaires le 11 mai. En effet le plan de reprise par niveaux scolaires en commençant par les plus jeunes, met clairement de côté la notion même de priorité sociale affichée, et n'a comme autre motivation que de libérer les familles pour la reprise du travail. Pour la CGT Educ'Action l'école n'a pas vocation à devenir la garderie du MEDEF.

Localement la CGT Educ'Action tient également à dénoncer la précipitation dans laquelle se déroule la convocation des instances représentatives des personnels dans notre académie. Ainsi la convocation et les documents de travail pour le Comité technique départemental du Var ont été transmis la veille pour le lendemain et même pour ce CHSCT nous n'avons eu les documents de travail qu'hier soir.

Autant dire que cette précipitation n'est pas de nature à rassurer les personnels. En effet depuis le 13 avril, une partie de ping pong se joue entre le gouvernement, les collectivités territoriales et les services de l'Education Nationale, laissant les personnels dans le stress et dans l'incertitude la plus totale, et contraint de subir de multiples injonctions contradictoires :

Ainsi dans certaines communes de l'Académie les municipalités ont prévues de rouvrir les écoles alors qu'il n'y a pas les personnels municipaux suffisants pour effectuer le nettoyage et la désinfection des écoles selon les règles du protocole sanitaire !

De même dans certaines écoles de l'académie les équipes ont prévu d'effectuer une pré rentrée sur deux jours les 11 et 12 Mai conformément à la circulaire nationale, alors que dans les plans de reprise départementaux fixant les modalités de réouverture des écoles que vous nous soumettez lors de ce CHSCT il est stipulé que la rentrée des élèves se fera le 12 Mai !

Dans certaines circonscriptions ce sont les IEN qui déclarent aux collègues qu'à partir du 11 Mai aucun droit de retrait ne sera admis, au mépris de toute la législation concernant la santé et la sécurité au travail !

Les personnels ne comprennent pas la décision d'imposer un maximum de 15 élèves par classe ou d'autoriser de multiples réunions en présentiels avec parfois plus de 70 personnes comme dans certains collèges alors que le gouvernement entend limiter les rassemblements à moins de 10 personnes ?

Et que dire de ces sondages effectués auprès des familles par des chefs d'établissement pour demander notamment, je cite : quelles sont selon vous les 3 priorités essentielles

permettant de dire que les conditions sanitaires d'accueil des enfants dans l'établissement sont satisfaisantes ? Et les familles doivent choisir entre plusieurs propositions :

le port du masque, la désinfection des locaux, la mise à disposition de gel, la distanciation sociale, la mise à disposition de savon, la mise en place d'un protocole lorsqu'un cas de covid 19 est identifié au collège...

Nous ne savons pas que les directives du protocole sanitaire pouvaient être au choix des établissements et des familles ?

Toujours est-il qu'à ce jour, la CGT Educ'Action constate que les conditions de réouverture des établissements scolaires ne permettent pas d'assurer la santé et la sécurité des personnels. Dans bon nombre d'écoles et de collèges de l'académie, de multiples questions concernant le manque de matériels de protection adaptés, le respect des gestes barrières, le respect des règles de distanciation, la nature et la fréquence du nettoyage et de la désinfection des locaux et des objets etc... ont été posées par les personnels à leurs supérieurs hiérarchiques ces derniers jours et consignées dans les registres santé, sécurité et conditions de travail sans qu'il y ait de réponse à ce jour . De plus les DUER des différents établissements n'ont pas été réactualisés pour intégrer les nouveaux risques liés à la situation actuelle.

C'est pourquoi la CGT Educ'Action a mis en œuvre une procédure d'alerte conformément au décret du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale, car la réouverture des établissements scolaires nous donne un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour la vie et la santé de nombreux personnels. Et la CGT Educ'Action soutiendra et accompagnera tous les personnels qui souhaiteront utiliser leur droit de retrait.

C'est pourquoi également la CGT Educ'Action a déposé un préavis de grève pour l'ensemble des personnels de l'Education Nationale pour la période du 11 Mai au 4 juillet.

C'est pourquoi en conséquence la CGT Educ'Action votera contre les Plans de reprise que vous nous proposez comme l'a déjà fait lors des Comités Techniques Départementaux qui ont été réunis hier dans le 06 et le 83.

Nous terminerons en questionnant la doctrine énoncé par Monsieur le 1^{er} Ministre et reprise par M. le Recteur lors de sa rencontre avec les Organisations Syndicales Lundi 04 Mai :« protéger, tester, isoler ».

Protéger en effet mais protéger qui / protéger quoi ? S'agit-il de protéger les personnels et les familles, ou de protéger les intérêts économiques ? Car les conditions sanitaires ne sont pas réunies afin de protéger les agents et les élèves.

Tester en effet mais, dans la mesure où aucun test préventif ne sera effectué, que nous apprêtons nous à tester réellement ? Ne serait-ce pas plutôt un test grandeur nature permettant à l'administration de préparer la rentrée prochaine.

Isoler en effet mais isoler qui ? les malades ou bien les enseignants en les laissant seuls face à un protocole irréalisable car déconnecté des réalités du terrain .